

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

- OCTOBRE 1964 -

L'attaque menée par les capitalistes contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière n'a provoqué, jusqu'ici, aucune réaction importante. Il est pourtant difficile de croire que les travailleurs sont contents de leur sort. En fait, le mécontentement est assez répandu; ce qui manque, non seulement dans la masse des travailleurs mais même parmi les éléments d'avant-garde, c'est la perspective d'une solution.

FAUX PROBLEMES ...

ET FAUSSES SOLUTIONS.

Cette absence de perspective correspond tout simplement à l'ignorance, ou à l'oubli, des véritables problèmes qui se posent à nous. La situation actuelle des travailleurs ne provient pas d'un accident de parcours sur une route qui mène vers une vie plus harmonieuse. Elle est une conséquence inévitable de la division de la société en deux classes: celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses comme de la vie même des travailleurs. Tant que les travailleurs accepteront de se laisser ainsi déposer, leur existence sera toujours subordonnée à l'accumulation du capital sur lequel la classe dirigeante fonde son pouvoir.

La situation ne peut donc en aucune manière être modifiée par une action menée sous les ordres de nouveaux dirigeants. Opposer aux dirigeants capitalistes actuels des dirigeants "ouvriers", c'est simplement se forger de nouvelles chaînes pour remplacer les anciennes. Ce n'est pas par accident que les syndicats et partis soi-disant ouvriers se montrent totalement impuissants à changer quoi que ce soit à la condition des travailleurs; c'est parce que dans ces organisations la classe ouvrière se retrouve exactement dans la même situation que dans l'entreprise capitaliste.

ACTION ET DEMOCRATIE OUVRIERE.

La seule manière de sortir de l'impasse, c'est de s'attaquer à la base même du capitalisme en opposant à ses formes d'organisation une organisation ouvrière radicalement différente. C'est pourquoi, partout où elle cherche à lutter sérieusement contre ses exploités, la classe ouvrière adopte d'elle-même des formes d'organisation qui assurent la démocratie la plus large pour les travailleurs, en même temps qu'elles en excluent les exploités et leurs valets.

La base de cette démocratie prolétarienne (à l'opposé de la "démocratie renouvelée" chère aux petits bourgeois staliniens) c'est l'assemblée ouvrière, ré-

unie sur les lieux et pendant les heures de travail. Chaque travailleur peut s'y exprimer, toutes les décisions y sont prises à la majorité des participants et non dictées par des bonzes du fond de leur bureau.

Dans des conditions favorables, ces assemblées de base peuvent se fédérer en envoyant à une réunion centrale des délégués mandatés, non pas pour décider à la place de ceux qui les ont élus, mais pour centraliser les décisions prises dans toutes les assemblées ouvrières. C'est un stade qui n'a encore été atteint que rarement, et pendant de courtes périodes, par exemple en Hongrie en 1956. Mais c'est seulement quand il est atteint qu'il existe une base matérielle pour le renversement du capitalisme et pour son remplacement par le pouvoir des travailleurs. Toute autre forme de "révolution" (telle que la prise du pouvoir par un parti prétendu ouvrier) n'est qu'une infâme duperie.

LES TACHES IMMEDIATES.

A l'heure actuelle, l'immense majorité de la classe ouvrière n'a pas et ne peut avoir conscience de ces réalités. Notre tâche c'est de les lui rappeler, de tirer les leçons des luttes passées et d'en montrer les conséquences pratiques pour l'action immédiate.

En effet, ce qui est vrai à long terme pour la lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme est aussi vrai dès aujourd'hui pour chaque lutte locale ou partielle. Seuls les travailleurs connaissent les points faibles de l'appareil de production capitaliste. Eux seuls ont intérêt à mener la lutte jusqu'au bout, sans chercher à préserver le mécanisme de l'exploitation capitaliste comme le font obligatoirement les syndicats. Eux seuls sont donc capables de trouver des formes d'action susceptibles d'arracher aux capitalistes autre chose que les miettes qu'ils sont d'avance disposés à accorder.

Il est donc essentiel d'obtenir en toutes circonstances que les décisions soient prises par les travailleurs qu'

elles concernent, et que bonnes ou mauvaises elles soient exécutées, malgré les piailllements des bureaucrates dépossédés de leurs privilèges. Sans doute, il peut arriver que les travailleurs se trompent; il est d'ailleurs curieux de constater que ceux qui redoutent les erreurs que pourrait commettre la classe ouvrière se montrent d'une indulgence sans bornes pour les crimes des directions bureaucratiques. En réalité, les erreurs inévitables d'une organisation vraiment ouvrière seront peu à peu corrigées par l'expérience, tandis que l'action anti-ouvrière de la bureaucratie tient à sa nature même et ne peut donc être ni corrigée ni redressée.

LE ROLE DES MILITANTS.

Dans cette perspective, le rôle des militants et plus généralement de tous les éléments avancés, est de pousser, partout où c'est possible, à la constitution d'organes de classe dans les entreprises. La première étape pourrait consister à former dans les ateliers et les bureaux des groupes d'initiative ouvrière, rassemblant les travailleurs résolus à lutter sur une base de classe, sans accepter les consignes d'aucune organisation extérieure. De tels groupes existent un peu partout, d'une façon tout à fait spontanée et informelle. Il est essentiel qu'ils se donnent un minimum d'organisation et commencent un travail systématique d'explication et d'agitation pour la démocratie ouvrière. Il est important, d'autre part, que les travailleurs ne s'enferment pas dans leur entreprise, comme le voudraient les tenants du "syndicalisme moderne". Des comités de liaison devraient donc être formés, sur les mêmes bases, entre travailleurs d'entreprises différentes.

Bien entendu, ce travail est très difficile dans l'état de démoralisation où se trouve la classe ouvrière; c'est néanmoins le seul travail qui puisse être payant. Si les militants sont aujourd'hui très peu nombreux, c'est une raison de plus pour ne pas se laisser stériliser, sous prétexte d'efficacité mal comprise, par des organisations qui ne

servent qu'à renforcer le capitalisme, en faisant croire aux travailleurs qu'ils ont besoin de chefs pour décider à leur place ce qu'ils doivent faire.

Nous devons toujours être prêts à discuter avec ceux qui, de bonne foi, se sont laissés égarer par la propagande bureaucratique. Quant aux insultes et aux calomnies des fossoyeurs de la lutte ouvrière, elles ne font que confirmer que nous sommes dans la bonne voie.

```

:-----:
:
: QUAND LES DOCKERS ANGLAIS
: REJETTENT
: LE PLAN DE PAIX DES BUREAUCRATES
:
:-----:

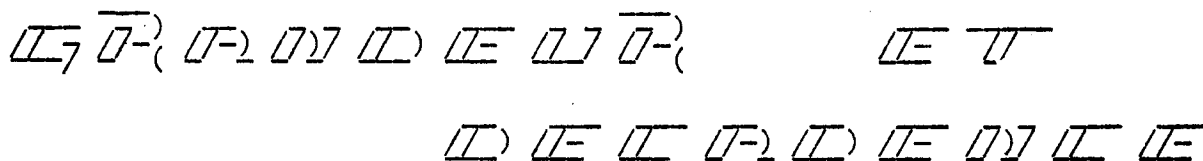
```

Mister COUSINS, secrétaire du syndicat des transports anglais, a eu ces derniers temps bien du fil à retordre avec les dockers. Alors qu'il espérait régler à l'amiable avec le patronat la question des salaires, le patronat et lui-même ont dû faire face à une grève sauvage d'une journée suivie par plus de 20.000 dockers.

Face au " plan de paix " des bureaucrates, les délégués des dockers ont exigé une grève nationale étendue au secteur industriel: devant leur attitude non équivoque, les chefs syndicaux furent bien près d'essayer une défaite complète et eurent bien du mal à les persuader d'accepter les offres du syndicat "comme quelque chose de temporaire". Pas d'épreuve de force avant les élections générales!

Hélas pour les bureaucrates, les travailleurs conscients n'entendent rien à ces basses manoeuvres d'opportunisme politique. Ils se sont groupés pour former un comité de liaison non-officiel qui risque bien de faire passer quelques nuits blanches aussi bien à Mr. COUSINS qu'aux chefs patronaux.

Car, dès que les travailleurs prouvent que, pour défendre leurs intérêts, ils peuvent et savent très bien s'organiser eux-mêmes, c'en est fini de l'équivoque que les machines bureaucratiques jettent sur leur propre rôle dans la société capitaliste.



Pauvres staliniens! Décidément aucune avanie ne leur sera épargnée. Ce n'était pas assez sans doute d'apprendre que l'idole qu'ils avaient adorée pendant vingt-cinq ans n'était qu'un dictateur brutal et incompétent, sanguinaire et probablement à moitié fou. Que l'un des trois successeurs du despote, chef de la police depuis quinze ans, ait été fusillé comme agent des impérialistes américains et que, peu après, ses exécuteurs se trouvent limogés en tant qu'incapables, brouilles que tout cela.

Enfin, on tenait un chef vraiment à la hauteur, un personnage pittoresque et sympathique à souhait. Bien sûr, ses mains étaient bien un peu teintées

du sang des ouvriers hongrois, mais il parlait de la paix d'une façon si émouvante... Et voilà que nous sommes officiellement informés que ce KROUTCHEV, hier encore si génial, était "une tête de linotte" dont les conclusions étaient "puérides", les décisions "hâtives" et les actions "sans rapport avec la réalité".

Hier encore, en ne disant pas le dixième de tout cela, on pouvait être certain de provoquer, parmi les vrais croyants, un concert de protestations indignées. On se demande donc jusqu'où cette dévaluation des dirigeants va nous mener. Puisqu'il est désormais établi que depuis quarante ans le "pays du socialisme" n'a été gouverné que par des criminels, des traîtres ou des incapables, qui diable peut nous garantir que les successeurs vaudront vraiment mieux que celui qu'ils ont remplacé? Et surtout, qui peut nous assurer que les dirigeants auxquels nous avons nous-mêmes affaire, ceux du P.C.F. et ceux de la C.G.T., ne sont pas de la même farine que le grand homme aujourd'hui déchu?

Bien sûr, il existe contre tous ces maux un remède miraculeux: la direction collégiale, dont on nous affirme une fois de plus, en ces pénibles circonstances, qu'elle constitue " le plus grand atout politique du parti communiste soviétique ".

Le seul ennui, c'est que cette direction collégiale arrive toujours, comme les carabiniers, une fois que le crime a été commis. Et elle continuera, sans aucun doute, à se traîner à la remorque des événements, jusqu'au jour où les travailleurs - qui n'ont jamais été consultés, ni lorsqu'il s'est agi de mettre KROUTCHEV en place, ni lorsqu'il a fallu le débarquer - se décideront à en finir d'un coup avec tous les faux prophètes et à prendre eux-mêmes le gouvernail en mains.

: D'OU VIENT L'ARGENT ? :
: OU: L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR. :
:-----

Monsieur GRANDVAL, ministre du travail, a révélé le montant des crédits alloués pour 1964 aux différentes boutiques syndicales: plus de 7 millions de francs (700 millions d'anciens francs). Bien sûr, la répartition n'a pas été faite de manière égale, même pas proportionnellement au nombre des syndiqués de chaque organisation. L'Etat ne fait pas de sentiment; il distribue de l'argent mais personne ne l'oblige à le faire; s'il paie, c'est suivant les services rendus.

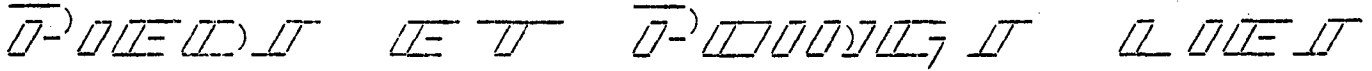
La C.G.T. s'est estimée injustement traitée et Benoît FRACHON a réclamé son dû. Allons, M. le Secrétaire Général, encore un petit effort dans la collaboration de classe et vous serez mieux servi l'année prochaine. L'Etat sait récompenser ses fidèles serviteurs.

Ils ont bonne mine les bureaucrates syndicaux qui nous demandent d'un ton perfide: "et vous, d'où vient l'argent ?".

Pour eux, avoir de l'argent est un problème; ils n'en ont jamais assez et ils n'hésitent pas à pleurer auprès de l'Etat bourgeois, comme les betteraviers ou les curés.

Pour nous, militer, c'est aussi accepter de consacrer l'argent nécessaire à la lutte contre les exploités dont l'Etat est l'instrument. Une véritable organisation révolutionnaire a toujours suffisamment d'argent car ses militants savent que c'est à eux de lui en fournir.

Cela prouve simplement que les organisations syndicales ignorent ce qu'est le militantisme, que les bureaucrates ne sont pas des militants et qu'il n'y a aucune différence avec une organisation bourgeoise.



Certains accords d'entreprise récents éclairent d'une façon particulièrement lumineuse le rôle joué par les syndicats dans les usines.

L'accord le plus récent est intervenu aux Etablissements MESSIER, qui emploient 2.400 personnes à la fabrication de pièces d'équipement aéronautique.

Signalons que le Président-Directeur-Général, un certain René LUCIEN, est l'auteur d'un ouvrage intitulé "l'Association, doctrine sociale du monde de demain" dédié en 1961 à de GAULLE...

Les deux points fondamentaux de l'accord sont les suivants :

1) Reconnaissance du représentant syndical d'entreprise, crédit de 10 heures pour l'exercice du mandat, même à l'extérieur, autorisation d'afficher les communications syndicales.

2) En échange, les syndicats s'engagent, en cas de litige, à prendre pour arbitre le ministre du travail, dont l'impartialité ne fera de doutes pour personne. C'est en effet un pur hasard si le directeur des Ets MESSIER et le Ministre du Travail GRANDVAL appartiennent au même parti.

Si l'arbitrage n'aboutit pas, direction et syndicats peuvent recourir à un référendum parmi le personnel (le plébiscite à l'usine?); à défaut, la grève ne pourra être déclenchée qu'après un délai de 3 jours francs.

Ainsi, en l'échange d'un nouveau fromage, les syndicats renoncent pratiquement au droit de grève car on voit mal comment une grève pourrait être efficace lorsque la direction est prévenue plusieurs jours et, sans doute, plusieurs semaines à l'avance.

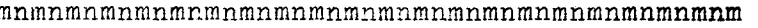
Tous les syndicats ont signé cet accord, sauf la CFTC. Détail intéressant: ce ne sont pas les sections d'entreprise qui ont signé mais bien les or-

ganisations nationales de la métallurgie. Dans un communiqué, la Fédération des métaux CGT déclare cyniquement: "La direction Messier a subordonné l'attribution d'avantages non négligeables à l'acceptation de clauses de collaboration de classe. Ces clauses, imposées aux organisations syndicales, sont en contradiction avec les faits. C'est pour ne pas priver les travailleurs du bénéfice d'un certain nombre d'avantages nouveaux appréciables que l'accord a été signé en l'état".

On pouvait difficilement espérer un aveu aussi touchant: la CGT signe des accords de collaboration de classe.

Les syndicats, et la CGT tout particulièrement, peuvent ensuite bavarder sur la "lutte contre le pouvoir personnel". Dans l'usine, seul endroit où les travailleurs peuvent justement lutter avec efficacité contre le pouvoir de la bourgeoisie, les syndicats n'hésitent pas à subordonner l'exercice du droit de grève à l'arbitrage d'un ministre gaulliste et à livrer, pieds et poings liés, les ouvriers à un patron qui est en même temps un théoricien de la trop fameuse "association capital-travail" gaulliste.

Il n'en reste pas moins que, lorsque les travailleurs veulent se battre, ils ne sont pas forcés d'attendre l'autorisation des syndicats collaborateurs.



Des vérités toujours bonnes à lire :

" L'émancipation des travailleurs " sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ".

(Karl MARX).

" Il n'est pas de Sauveur suprême " " Ni Dieu, ni César, ni tribun ".

(L'Internationale).

Ce que nous voulons, c'est :

Chaque fois qu'il faut décider quelque chose, le discuter librement avec tous nos camarades, syndiqués ou non, et fixer à la majorité, **tous ensemble**, nos revendications et l'organisation de notre lutte pour les obtenir.

Seule aujourd'hui la grève voulue par les travailleurs peut arracher autre chose que des miettes de 2 ou 3 %, seule demain l'action des travailleurs eux-mêmes pourra abattre le pouvoir de ceux qui nous exploitent et le remplacer par **le pouvoir des travailleurs**.

Pour cela, nous proposons :

Que dans chaque entreprise, toutes les décisions soient prises par une assemblée générale ou par des assemblées d'atelier, de département, de bureau.

Que pour exécuter ces décisions l'assemblée élise démocratiquement des **délégués**, pas pour un an ou six mois, mais uniquement **pour faire quelque chose de précis** : ces délégués ne seront pas des chefs, ils ne pourront pas faire autre chose que ce que les travailleurs leur ordonnent.

Que ces délégués prennent contact avec ceux des autres entreprises de la localité, de la région, du pays et des autres pays. C'est une réunion de délégués mandatés par les travailleurs qui doit coordonner la lutte pour le renversement des exploiters.

Nous savons que cela ne se fera pas en un jour. Nous ne croyons pas que tout d'un coup la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en organisant peu à peu les liaisons qui permettront aux travailleurs de se jouer des bureaucrates syndicaux et autres, **de coordonner eux-mêmes leur action**.

C'est ce travail que nous avons entrepris. Nous ne voulons pas constituer un nouveau syndicat ou un nouveau parti. Nous ne voulons pas devenir des dirigeants. Nous appelons les travailleurs qui sont d'accord sur ces positions à prendre contacts les uns avec les autres **pour lutter plus efficacement**.

Nous sommes à leur service pour les aider dans la lutte commune.

**Groupe de Liaison pour
l'Action des Travailleurs
(G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.